



DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 18 OCTOBRE 2012

L'emploi est au cœur de la situation revendicative et devient la priorité au mal profond qui touche les agents et détériore au quotidien leurs conditions de travail.

Les moyens humains pour accomplir les missions, la présence du réseau au plus près de tous les usagers, sont directement liés au niveau de l'emploi. Mais aussi parce que le manque de personnel pèse très lourdement sur les conditions de travail des agents .

Il est également de bon ton de parler de la poursuite des réformes et de la restructuration à grande échelle du réseau.

Le réseau de la DGFIP doit rester présent sur tout le territoire auprès de tous les usagers. Dans la filière gestion publique va-t-on continuer de torpiller les trésoreries ?

Les annonces faites dans le cadre de la préparation du budget 2013 nous inquiètent au plus haut point. Il n'est pas question que la DGFIP soit à nouveau frappée d'une nouvelle vague de suppression d'emplois.

Pour faire baisser le stress, il faut des agents à l'accueil, il faut des agents derrière les ordinateurs et il faut des agents pour répondre au téléphone.

Face à une législation complexe, face à des réseaux de fraude toujours plus sophistiqués, il faut des agents pour y faire face. Les ordinateurs (qui rament) et les applications (parfois inadaptées) n'y suffiront pas !!!

Pour la CGT Finances Publiques il n'est pas question de lâcher cette question essentielle de l'emploi.

D'ailleurs nous en faisons une revendication prioritaire que nous n'avons cessé de répéter dans toutes les instances.

Ce fut le cas lors de la rencontre avec monsieur Cahuzac le 30 juillet, avec madame Lebranchu le 4 septembre et avec monsieur Bezard, le nouveau directeur général lors de sa rencontre le 5 septembre à Lille et plus près encore lors du CTM du 16 octobre où nous avons pris acte des paroles de madame Lebranchu qui reconnaît « une détérioration de l'ajustement entre missions et effectifs » et admet que le nombre de missions de l'Etat n'a cessé de croître.

Mais dans les faits rien ne change, le gouvernement fait le choix d'un projet de loi de finances 2013 qui fragilise l'action publique, en particulier au sein de Bercy.

Avec 10 milliards d'économie de la dépense publique c'est « l'effort budgétaire le plus important depuis 30 ans » dicit le président Hollande.

Il y a beaucoup à craindre d'une telle décision pour les missions et les agents de l'État, d'autant que les efforts ne se limiteront pas à la seule année 2013.

L'emploi va rester dans la ligne de mire du gouvernement et ce ne sont pas les outils « de façade » que nous présentons aujourd'hui (TBVS, EDD etc ...) qui viendront y changer quelque chose.

Pour la CGT, les conditions de vie au travail continuent à se dégrader dans les services

pour l'ensemble des personnels, car pour l'heure, ce sont les mêmes logiques qui sont à l'œuvre en matière d'emploi et de restructurations de services.

Et ces logiques attentent à la santé des agents de la DGFIP. Les tentatives de suicides et suicides se sont multipliés ces dernières années, on en dénombre une quarantaine au cours des 12 derniers mois écoulés !

Pour que les choses changent, il faut un arrêt immédiat des réformes, un bilan contradictoire de la fusion et l'ouverture de discussions sur l'emploi. Nous ne pouvons plus nous contenter des réponses de l'administration qui ne conçoit les choses qu'en terme d'outils !

En effet, depuis bientôt trois ans, des instruments ont été mis en place. Ils sont censés évaluer les situations et surtout permettre d'ouvrir sur des solutions qui améliorent concrètement le quotidien des agents.

Mais clairement rien ne change et la vie au travail continue de se dégrader, les agents souffrent réellement.

Cette situation alimente des doutes croissants sur les outils qui ont été mis en place particulièrement quand ils sont détournés de leurs sens et de leur objet comme cela a été le cas avec les EDD.

La CGT est disponible pour travailler sur le dossier conditions de vie au travail mais sans se cantonner dans le simple suivi et la gestion d'outils d'évaluation sans que jamais il ne ressorte rien de concret pour les agents.

Nous revendiquons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et les créations nécessaires pour les missions, le réseau et les agents.

Les élus CGT Finances Publiques titulaires au CTL

Patrice STAWSKI

René QUIDE